

# Comment le comité d'initiative RASA peut encore sauver la face

**SUISSE-UE** Avec l'échec du référendum contre la loi sur l'immigration, le comité RASA se trouve dos au mur. Il décidera du sort de son initiative la semaine prochaine. Un retrait n'est plus exclu

LISE BAILLAT  
@LiseBaillat

L'échéance est entourée de rouge sur le calendrier du comité RASA. Ce vendredi 7 avril marque la fin du délai de référendum contre la mise en œuvre de l'initiative «Contre l'immigration de masse». Les référendaires ont reconnu qu'ils ne parviendront pas à récolter 50000 signatures.

Cet échec a une résonance particulière pour le comité RASA: déjà forte, la pression pour qu'il retire son initiative – qui demande l'annulation de l'article sur la gestion de la migration entré dans la Constitution à la suite du vote du 9 février 2014 – va encore s'accroître. Sous la coupole fédérale, les partis dans leur majorité estiment en effet que RASA ne sert plus à rien: les nouvelles dispositions migratoires sont eurocompatibles; l'échec du référendum devient le signe que la loi adoptée convient au peuple. «Pourquoi dès lors vouloir trouver des solutions à des problèmes qui n'existent pas?» s'interroge le conseiller national Philippe Nantermod, vice-président du PLR.

Lâché par les partis, le comité RASA risque de l'être aussi prochainement par le Conseil fédéral. Le gouvernement a jusqu'au 26 avril pour décider s'il oppose ou non une contre-proposition à l'initiative RASA. Au terme d'une consultation éclair, les deux contre-projets qu'il avait esquissés se sont fait doucher. Le gouvernement jugeait nécessaire d'adapter la Constitution à la loi souple de mise en œuvre du Parlement. Mais selon différentes sources, il craindrait surtout plus que tout de perdre la prochaine votation qui aura pour fil rouge l'Europe. Soutenir un contre-projet à RASA, c'est prendre ce risque. Il pourrait abandonner. Ce ne serait d'ailleurs pas la première fois que le Conseil fédéral envoie un contre-projet en consultation avant d'y renoncer. Il l'avait



Le 27 octobre 2015, les initiants de RASA déposaient plus de 110000 signatures en faveur de leur initiative à la Chancellerie fédérale à Berne. (KEYSTONE/LUKAS LEHMANN)

fait avec l'initiative «Pour une caisse publique d'assurance maladie».

## Décision la semaine prochaine

Après une période de flottement, RASA se retrouve donc au pied du mur: comment sauver la face, après avoir réussi le tour de force de faire aboutir une initiative portée par des citoyens? Le comité, fort de quatorze personnes, est dans le doute. Il se réunira la semaine prochaine pour décider de sa stratégie.

Une première option, pour garder la tête haute, serait un retrait de l'initiative. La préservation des relations bilatérales avec l'Union européenne était l'un de ses buts principaux. Avec l'échec du référendum, il semble atteint. «Nous n'excluons pas un retrait de l'initiative», affirme Sean Serafin, membre du comité d'initiative. Mais notre réflexion sera large: quels objectifs avons-nous atteints? Que peut-on encore viser? Qui sont nos soutiens? Nous pouvons bien travailler encore neuf mois de plus. Mais à mon avis, il faut que cela ait un sens.»

Deuxième option, RASA pourrait encore tenter de rallier des élus fédéraux à la cause d'un contre-projet en utilisant le temps qu'il lui reste avant d'être contraint de défendre son initiative dans les urnes et d'affronter un échec fort probable. Selon la loi sur les droits politiques, une initiative populaire peut en effet être retirée jusqu'au jour où le Conseil fédéral fixe la date de la votation populaire.

## L'argument du Brexit

Le comité d'initiative défend ainsi de nouveaux arguments. Si la libre circulation des personnes n'est plus immédiatement menacée, il reste selon lui nécessaire de nettoyer la Constitution fédérale pour développer la politique extérieure de la Suisse. L'article de gestion de l'immigration prévoit en effet toujours des quotas et des contingents pour toutes les catégories d'étrangers et interdit à la Suisse de conclure tout traité international contraire à ces dispositions. Sean Serafin s'interroge: «RASA pourrait être l'opportunité de mener une vraie réflexion sur cet article constitutionnel. Que signifie-t-il dans le

cas des négociations qui s'ouvrent avec la Grande-Bretagne? Que se passerait-il en cas de sortie de la France de l'UE? Le problème, c'est que les élus fédéraux discutent actuellement beaucoup de stratégies politiques et peu du fond.»

## Médiation de Foraus

Au parlement, la nécessité de procéder aujourd'hui à ces clarifications juridiques ne semble pas prête à dégager une majorité. Pire, elle crispe. Les quelques sénateurs – Andrea Caroni (PLR/AR), Hans Stöckli (PS/BE), etc. – qui y sont acquis se sont vu donner le surnom d'«ayatollahs de la Constitution».

Foraus joue le rôle de médiateur dans ce dossier. Sa directrice, Emilia Pasquier, indique: «Il a été proposé qu'en tant que plateforme non partisane, nous nous engagions pour un dialogue entre les différents partis. Mais les forces politiques semblent en attente de ce qui va se passer au sein du Conseil fédéral.» Philippe Nantermod, lui, est on ne peut plus clair: «RASA a connu son heure de gloire. Maintenant, le concert est terminé. Et il n'y a plus de rappel possible.»

# Le possible retour du dissident Voiblet

**VAUD** Que soit élu(e) Cesla Amarelle ou Jacques Nicolet au Conseil d'Etat vaudois, leurs deux viennent-ensuite au Conseil national se tiennent prêts

AÏNA SKJELLAUG  
@AinaSkjellaug

«Voter Jacques Nicolet, c'est élire Claude-Alain Voiblet au Conseil national.» Cela, les UDC vaudois le répètent et ne l'oublient pas. Il y a tout juste un an, sa section cantonale l'évinçait. En réaction, trois mois plus tard, il fonda son propre parti, celui des libéraux-conservateurs (PLC). Alice Glauser, qui avait deux voix de plus que lui, est montée au Conseil national au moment de l'élection de Guy Parmelin au Conseil fédéral; Claude-Alain Voiblet pourrait à son tour s'asseoir sous la Coupole, sur le siège aujourd'hui occupé par Jacques Nicolet.

Il s'agirait alors pour l'ancien vice-président du parti suisse de se faire accepter par le groupe UDC au parlement, afin d'éviter de siéger en indépendant – ce qui ne lui permettrait ni de s'exprimer ni de rejoindre une commission. «La perspective de voir notre siège lui revenir ne nous réjouit évidemment pas», exprime le secrétaire général de l'UDC Vaud, Kevin Grangier. Mais le congrès en était clairement conscient en désignant Jacques Nicolet comme candidat. Il était prêt à sacrifier l'un de nos quatre sièges à Berne pour regagner notre place à l'exécutif cantonal.»

Claude-Alain Voiblet rit de ce scénario qui, pour lui, a tout d'une fantaisie: «Jacques Nicolet ne sera pas élu au Conseil d'Etat. Il a de sérieux handicaps et, face à lui, de vrais politiciens, structurés dans leurs discours.»

L'ancien syndic de Lausanne Daniel Brélaz voit le tableau différemment. «L'un des enjeux de ce premier tour sera de découvrir qui, à Lausanne, se ralliera au dissident Claude-Alain Voiblet et qui se rangera derrière l'UDC Jean-Luc Chollet, tous deux candidats au Grand Conseil vaudois, relève-t-il. Dans l'immédiat, c'est cette question-là qui m'intéresse.»

## Relève socialiste

Chez les socialistes aussi, on s'intéresse à la relève, qui, de ce côté-là, est moins problématique. «Le départ de Cesla Amarelle nous ferait perdre un spécialiste du droit des étrangers, regrette le conseiller national Roger Nordmann. Mais son vice-ensuite, Samuel Bendahan, un économiste multilingue, serait un atout majeur pour notre groupe.» Chargé de cours à l'EPFL, Samuel Bendahan s'intéresse aux thématiques économiques et financières, sur lesquelles les socialistes sont peu présents.

Moins réjoui, Kevin Grangier en profite pour nous glisser ce qu'il en pense. «Samuel Bendahan incarne une gauche dogmatique. Il a le même profil hautain et donneur de leçons que Cesla Amarelle. De toute façon, les socialistes vaudois ne produisent plus que des gens comme cela», juge-t-il. ■

## PANORAMA

### Neuchâtel: pas de second tour pour le Conseil d'Etat

Il n'y aura pas de second tour à Neuchâtel. Face au succès des cinq sortants au premier tour, les autres partis ont renoncé à concourir de nouveau. La chancellerie d'Etat a indiqué ce mardi que les cinq conseillers d'Etat sortants, trois socialistes et deux PLR, étaient réélus de manière tacite. Le nouveau Conseil d'Etat neuchâtelois entrera en fonction le 30 mai. ATS

### Le président de Leytron devant la justice

Patrice Martinet, président de Leytron (VS), a comparu mardi devant le tribunal de Martigny. Il doit répondre de violations du secret de fonction dans le cadre du dossier fiscal de Jean-Marie Cleusix. La conférence de presse organisée par Patrice Martinet le 16 janvier 2014 était au centre du procès. «Il semble qu'il a donné assez d'informations pour que les journalistes puissent identifier Jean-Marie Cleusix», a estimé le Ministère public. En tant que membre de l'exécutif, Patrice Martinet a accès aux informations fiscales, mais il est lié par le secret de fonction. Le Ministère public estime que Patrice Martinet l'a clairement violé et il a requis une peine pécuniaire. ATS

### Centre pour requérants envisagé à Moudon

Moudon pourrait être envisagé pour accueillir un centre fédéral pour requérants d'asile à partir de 2029. La Confédération a mis mardi son plan sectoriel Asile en consultation jusqu'au 4 juillet. La municipalité de Moudon rappelle que sa position, partagée et confirmée par le Conseil d'Etat, est de s'opposer à l'utilisation de la caserne de Valacrét comme centre d'hébergement, et qu'elle n'a pas varié à ce jour. Elle souligne qu'avec une population de 6000 habitants, elle héberge déjà un centre de l'EVAM de 150 places. ATS

# «Les étudiants en ont ras-le-bol des économies»

**MANIFESTATIONS** Les gymnasiens descendent dans les rues de plusieurs villes suisses ce mercredi pour protester contre les économies dans la formation

Lucerne avait frappé les esprits l'an dernier en décrétant une semaine de fermeture forcée des gymnases et écoles professionnelles du canton pour économiser 4 millions sur les salaires des enseignants. Cette décision s'inscrit dans une série de mesures d'économies dans la formation, approuvées par les autorités cantonales. Depuis, la colère gronde du côté des enseignants, mais pas seulement. Des organisations d'élèves se mobilisent dans plusieurs villes alémaniques contre les coupes budgétaires dans la formation. Ce mercredi, des défilés contre le «démantèlement de l'éducation» auront lieu simultanément à Zurich, Aarau, Bâle et Genève, à l'initiative des gymnasiens lucernois. Un appel relayé sur Facebook et Twitter avec le hashtag #KeLoscht. Entretien avec l'un des



SERAFIN CURTI  
PRÉSIDENT  
DE L'ASSOCIATION  
DES ORGANISATIONS  
D'ÉTUDIANTS  
LUCERNOIS (VLSO)

meneurs de la fronde, Serafin Curti, 20 ans, président de l'Association des organisations d'étudiants lucernois (VLSO).

## INTERVIEW

**Qu'est-ce qui pousse les gymnasiens à descendre dans la rue ce mercredi?**

A Lucerne, nous protestons contre les vacances supplémentaires imposées par le gouvernement lucernois uniquement pour économiser de l'argent.

**Protester contre des vacances, c'est plutôt inattendu?** En réalité, ce congé forcé n'a rien à voir avec des vacances. Nous recevons du travail à faire seuls à la maison. Les mathématiques, par exemple, sont déjà

difficiles à comprendre avec un enseignant. Sans soutien, c'est encore pire. Mais ce n'est pas la seule mesure d'économies que nous contestons, il y a aussi la hausse des coûts des cours de musique, la suppression des cours facultatifs, l'annulation du voyage de maturité dans certains établissements ou encore la prolongation du temps de travail des enseignants.

**Est-ce un acte de solidarité avec les enseignants?** Les enseignants se réjouissent de notre initiative, mais nous ne le faisons pas à leur demande. Notre démarche est indépendante. Elle n'a pas non plus de couleur politique, même si nous pouvons compter sur le soutien des Jeunes socialistes, des Jeunes verts ou encore de membres du PBD. Les partis appellent à manifester à nos côtés; en revanche, nous n'acceptons pas de participation financière de leur part. Nous tenons à rester neutres, afin de mobiliser aussi largement que possible. La manifestation est financée par les recettes des fêtes que nous organisons.

**Comment êtes-vous parvenus à impliquer d'autres villes?** Les coupes dans la formation ne concernent pas seulement Lucerne, c'est un problème qui touche plusieurs cantons et nous avons davantage d'impact si d'autres manifestent leur mécontentement avec nous. Nous avons contacté des membres de comités de gymnasiens dans d'autres villes, puis nous nous sommes coordonnés via WhatsApp et Skype, ça a super-bien fonctionné.

**Pensez-vous pouvoir amener les autorités à changer d'avis?** Oui, car notre action prend une ampleur nationale, c'est la première fois qu'autant d'étudiants manifestent en même temps contre les économies dans l'éducation. On en a juste ras-le-bol. Nous arrivons en âge de voter et nous représentons les électeurs du futur. Si les autorités ne nous traitent pas avec respect, elles savent que nous pouvons les sanctionner dans les urnes. ■

PROPOS RECUEILLIS PAR CÉLINE ZÜND,  
ZÜRICH  
@celinezund